



Rural Evaluation NEWS

LETTRE D'INFORMATION DU HELPDESK ÉVALUATION EUROPÉEN POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

🌐 OUTILS À L'APPUI DE L'ÉVALUATION EX ANTE DES PLANS STRATÉGIQUES DE LA PAC



Programmation des plans stratégiques de la PAC

Les États membres préparent actuellement de nouveaux plans stratégiques de la PAC, qui comprendront des interventions du programme à réaliser en 2021-2027 au titre du Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et du Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER). Les plans stratégiques de la PAC serviront de base pour répondre aux besoins mis en évidence par l'analyse SWOT et l'évaluation des besoins des États membres, ainsi que pour assurer un suivi de la mise en œuvre des plans et, à terme, contribuer à la réalisation des objectifs de la PAC.¹

Le nouveau modèle de mise en œuvre de la PAC après 2020 met l'accent non plus sur la conformité mais sur les performances et tente de rééquilibrer les responsabilités entre l'UE et les États membres. Chaque État membre établira un cadre de performance qui permettra de suivre et d'évaluer l'exécution de son plan stratégique de la PAC tout au long de sa mise en œuvre.



ACTUALITÉS

Étude sur la PAC et le changement climatique : les arguments en faveur d'une politique agricole commune renforcée pour lutter contre le changement climatique

PAGE 8



BONNES PRATIQUES

Dixième atelier sur les bonnes pratiques - Bruxelles : se préparer à l'évaluation ex ante du plan stratégique de la PAC

PAGE 18



RETOUR AUX FONDAMENTAUX

L'évaluation ex ante en tant que processus interactif et participatif

PAGE 22



ÉVÈNEMENTS

Calendrier des événements passés et à venir

PAGE 24

Le rôle de l'évaluation ex ante

La programmation des plans stratégiques de la PAC est un exercice complexe, qui exige que l'on tienne compte de divers aspects et que l'on établisse les liens nécessaires entre ces différents aspects. Pour améliorer la qualité de la conception du plan stratégique de la PAC, il est essentiel de procéder à l'évaluation ex ante². L'évaluation ex ante doit être effectuée par des experts fonctionnellement indépendants, en étroite coopération avec l'autorité responsable de l'élaboration du plan stratégique de la PAC. Le plan stratégique de la PAC doit servir à contribuer à un soutien mieux ciblé par le biais de la PAC et à soutenir un processus d'apprentissage commun lié au suivi et à l'évaluation. En même temps, l'évaluation ex ante est un élément clé du cadre de performance, car elle établit la base d'un suivi et d'une évaluation efficaces lors de la mise en œuvre du plan stratégique de la PAC en 2021-2027.

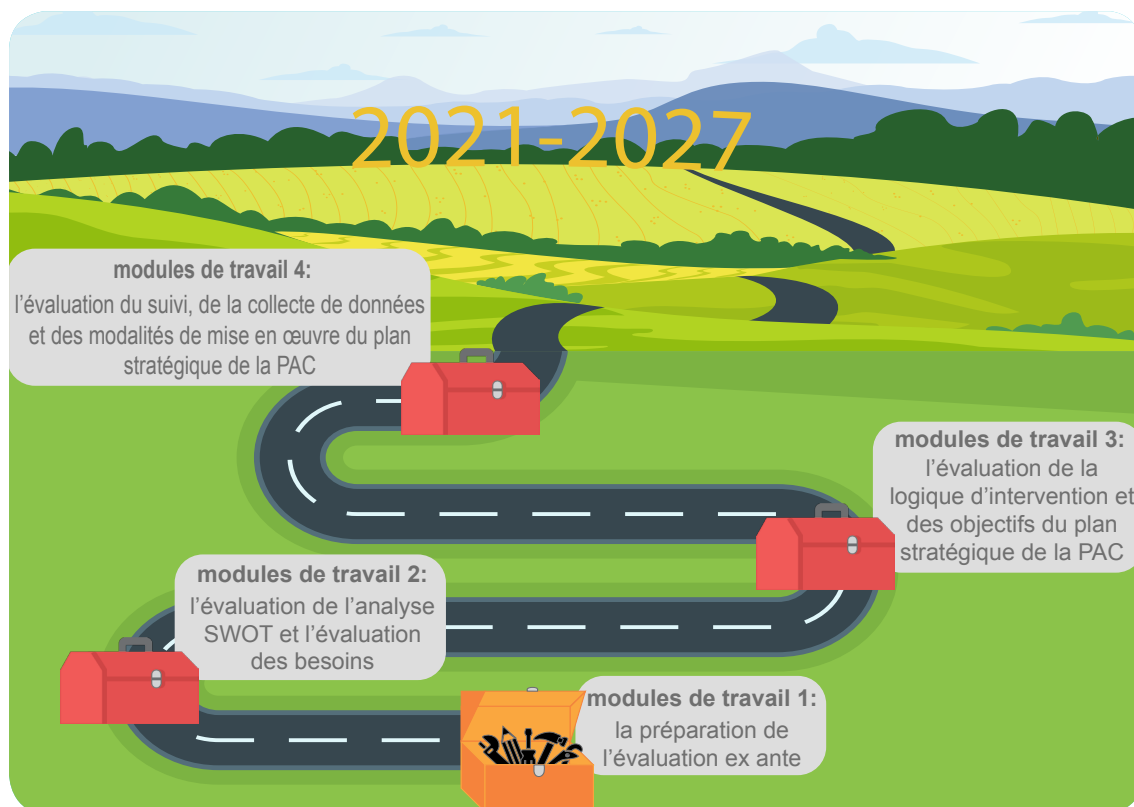
L'évaluation ex ante est étroitement liée à la programmation du plan stratégique de la PAC et à l'évaluation environnementale stratégique (EES). Cette interconnexion peut être organisée de diverses manières possibles (par exemple en fournissant un retour d'information conjoint ex ante et EES dans le cadre d'un échange itératif avec l'autorité de programmation ou en contribuant à l'élaboration des documents du plan stratégique de la PAC à des stades définis). L'un des enseignements tirés des expériences antérieures acquises lors de l'évaluation ex ante a été de l'organiser en un processus continu entre évaluateurs et autorités de gestion. Ce type de processus itératif aide les évaluateurs à bien comprendre que plusieurs mises à jour de l'analyse SWOT, de la stratégie d'intervention et d'autres éléments du plan stratégique de la PAC peuvent devenir disponibles ou même

être déclenchées par l'évaluation ex ante et peuvent être considérées comme faisant partie de l'évaluation ex ante en cours. Dans chaque cas, il est essentiel que l'évaluation ex ante donne un avis indépendant et éclairé sur la préparation du plan stratégique de la PAC.

Le Helpdesk Évaluation européen pour le développement rural, en collaboration avec la DG AGRI, a lancé son 7^e groupe de travail thématique pour aider les acteurs de l'évaluation à préparer l'évaluation ex ante des plans stratégiques de la PAC. En examinant la proposition juridique et en recueillant les enseignements tirés de l'évaluation ex ante et de l'évaluation environnementale stratégique (EES) au cours de la période de programmation actuelle, les experts de ce groupe de travail élaborent de concert des outils et des solutions pratiques qui doivent permettre aux États membres de préparer et de mener l'évaluation ex ante.

Le processus et les résultats du groupe de travail thématique sont structurés selon les phases d'une évaluation ex ante typique, qui est structurellement liée à la programmation du plan stratégique de la PAC. Le groupe de travail thématique se compose de quatre modules de travail :

1. [La préparation de l'évaluation ex ante](#),
2. Appréciation de l'évaluation des besoins, y compris l'analyse SWOT,
3. Appréciation de la stratégie d'intervention, des valeurs cibles et des étapes clés du plan stratégique de la PAC,
4. L'évaluation du suivi, de la collecte de données et des modalités de mise en œuvre du plan stratégique de la PAC prévus.³



Préparer l'évaluation ex ante des plans stratégiques de la PAC (module de travail 1) :

Feuille de route pour l'évaluation ex ante et l'évaluation environnementale stratégique

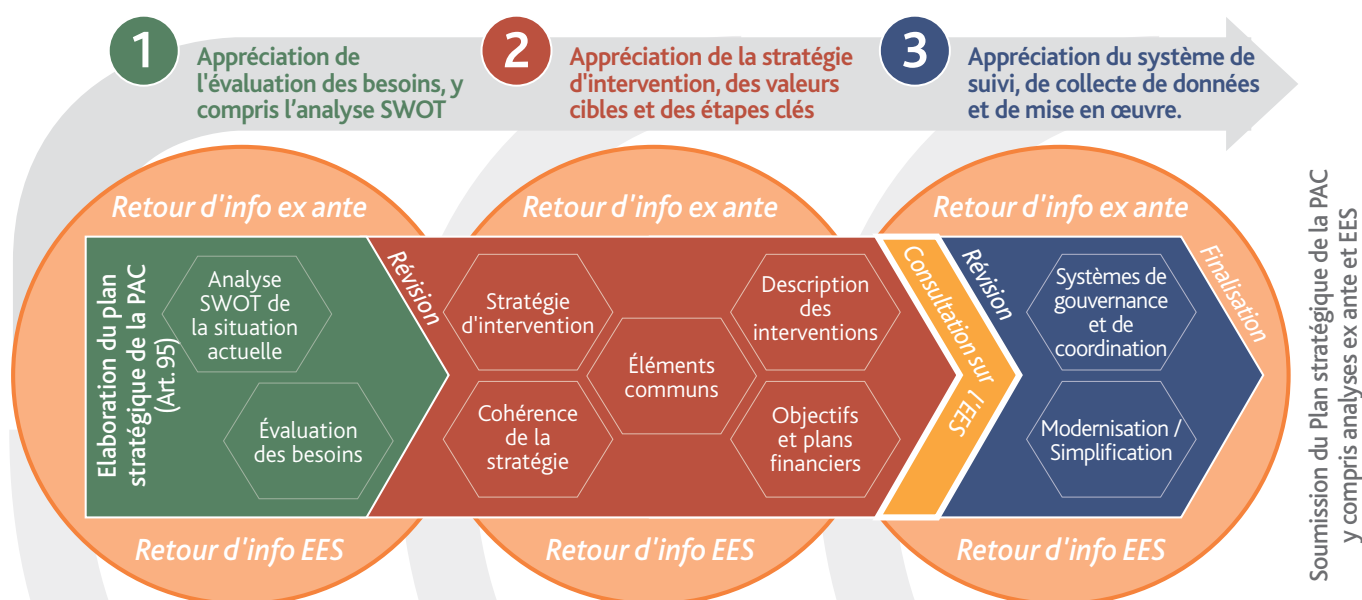
La feuille de route indicative pour l'évaluation ex ante et l'évaluation environnementale stratégique du plan stratégique de la PAC fournit un exemple des moyens possibles d'organiser l'évaluation ex ante et l'EES comme des exercices liés à la programmation du plan stratégique de la PAC.

La Figure 1 illustre une manière possible d'organiser le processus d'évaluation ex ante. L'évaluation ex ante se déroule tout au long de la préparation des différents chapitres du plan stratégique de la PAC (hexagones oranges), en tenant compte de la cohérence et de la mise à jour continue de l'ensemble du plan stratégique de la PAC. Dans cet exemple, l'évaluation ex ante est structurée en trois étapes :

- **Étape 1:** Appréciation de l'évaluation des besoins, y compris l'analyse SWOT de la situation actuelle. Dans certains cas, l'analyse de la situation actuelle peut être consignée dans un document distinct dans certains États membres.
- **Étape 2:** Appréciation de la stratégie d'intervention, des valeurs cibles et des étapes clés.
- **Étape 3:** Appréciation du système de suivi, de collecte de données et de mise en œuvre.

Le processus d'EES est étroitement lié à l'évaluation ex ante. Il peut être intégré contractuellement dans l'évaluation ex ante ou faire l'objet d'un contrat distinct. Dans ce dernier cas, une forte coordination continue est conseillée.

Figure 1: Feuille de route pour l'évaluation ex ante et l'évaluation environnementale stratégique



- **Prise en compte des besoins nationaux et régionaux et des potentiels de développement** (art. 125.3.a)
 - Évaluation des besoins (art. 96) : résumé de l'analyse SWOT (art. 103), identification des besoins pour des objectifs spécifiques, évaluation des besoins en matière de gestion des risques, besoins spécifiques des zones géographiques vulnérables, établissement des priorités et classement des besoins
- **Prise en compte des enseignements tirés de la mise en œuvre de la PAC au cours des périodes de programmation précédentes** (Art. 125.3.a)
 - Contribution aux objectifs spécifiques de la PAC (Art. 125.3.a)
 - Cohérence interne et relations avec les autres instruments (Art. 125.3.b)
 - Cohérence des ressources budgétaires avec des objectifs spécifiques (Art. 125.3.c)
 - Contribution des réalisations aux résultats (Art. 125.3.d)
 - Valeurs cibles réalistes pour les résultats (Art. 125.3.e)
 - Pertinence des étapes clés pour les FP (Art. 125.3.h)
 - Justification de l'utilisation des instruments financiers octroyés par le FEADER (Art. 125.3.j)
- **Adéquation des ressources humaines et de la capacité administrative** (Art. 125.3.f)
 - Pertinence des procédures de suivi et de collecte des données pour la réalisation de l'évaluation (article 125, paragraphe 3, point g)
 - Adéquation des mesures visant à réduire la charge administrative (Art. 125.3.i)

Modèle de cahier des charges pour l'évaluation ex ante et l'évaluation environnementale stratégique du plan stratégique de la PAC

Un aperçu indicatif du cahier des charges de l'évaluation ex ante du plan stratégique de la PAC fournit un modèle générique pour l'appel d'offres de l'évaluation ex ante. Cet aperçu comprend :

- l'objectif général, le contexte et les objectifs spécifiques de l'évaluation ex ante,
- la base juridique et les documents à prendre en considération,
- le champ d'application de l'évaluation ex ante et des méthodes,
- le calendrier, le plan de travail et les exigences en matière de rapports,
- le budget, l'expertise requise et la procédure de sélection.

Le modèle fournit des suggestions pratiques à prendre en compte lors de l'appel d'offres pour l'évaluation. Il comprend également un exemple de structure possible pour le rapport d'évaluation ex ante du plan stratégique de la PAC.

L'aperçu indicatif du cahier des charges de l'évaluation environnementale stratégique du plan stratégique de la PAC décrit les exigences de la directive sur l'évaluation environnementale stratégique (2001/42/CE) à remplir et les éléments à prendre en considération pour garantir que l'EES et l'évaluation ex ante puissent être utilisées de concert.

Liste de vérification de la cartographie des intervenants

La programmation du plan stratégique de la PAC et la préparation de son évaluation ex ante et de l'EES nécessitent la participation des parties prenantes qui peuvent apporter des contributions très importantes ainsi que des éléments d'amélioration de la coordination et de la gouvernance au processus. La **liste de vérification de la cartographie des parties prenantes** aide les autorités de gestion et les évaluateurs à planifier la participation des parties prenantes concernées en identifiant qui peut participer et comment ; elle aide également les autorités de gestion à cerner ce qui est vital pour le processus global. Cet outil se concentre sur quatre aspects spécifiques :

- l'essentiel : comprendre qui fait quoi dans l'évaluation ex ante et l'EES ;
- l'expertise : comment mettre en place une équipe d'évaluation et d'EES qui possède toute l'expertise nécessaire ;
- le processus : comment mettre en place un processus d'évaluation ex ante interactif et participatif ;
- la planification : comment planifier la participation des parties prenantes dans le processus ex ante.

Le **tableau 1** donne un exemple du modèle de matrice, qui peut aider à planifier la participation des parties prenantes, y compris la phase/étape à laquelle leur participation est requise, la nature de leur participation (engagement), la manière dont elles s'engagent (méthodes d'engagement) et la fréquence de leur(s) contribution(s).

La matrice peut être utilisée pour atteindre les objectifs suivants :

- Sélectionner les intervenants (groupes d'intervenants) (*colonne A*) ;
- Évaluer leur participation en cartographiant leurs intérêts et leurs préoccupations (*colonne B*) ;
- Définir la stratégie d'engagement (approche, méthodes et fréquence) (*colonnes D-F*) ;
- Mesurer l'efficacité de la stratégie. L'évaluateur peut comparer la matrice avec la participation effective des parties prenantes pour déterminer si la stratégie d'engagement a fonctionné (c'est-à-dire si les parties prenantes ont participé comme prévu et dans quelle mesure leur engagement a été respecté) ;

Cette matrice peut également être adaptée pour inclure d'autres éléments jugés utiles par l'autorité de gestion/ les évaluateurs (par exemple, coûts, résultats escomptés, représentation des sexes).

Une évaluation environnementale stratégique (EES) est un processus d'évaluation des impacts environnementaux d'une politique, d'un plan ou d'un programme proposé.

L'objectif général de l'EES est d'assurer un niveau élevé de protection de l'environnement. Plus précisément, l'EES vise à contribuer à l'intégration des considérations environnementales dans l'élaboration des plans et programmes en vue de promouvoir le développement durable (voir directive EES, article 1er).

L'EES identifiera, décrira et évaluera les effets significatifs probables sur l'environnement de la mise en œuvre du plan stratégique de la PAC, qui devraient être pris en compte dans sa préparation. L'EES fournira des informations pertinentes pour évaluer les considérations, les obstacles et les enjeux environnementaux dans le cadre du plan stratégique de la PAC. Ces informations devraient contribuer à garantir que les préoccupations environnementales sont correctement intégrées dans les processus de prise de décision et de mise en œuvre.



Tableau 1. Matrice des parties prenantes – modèle (exemple non exhaustif complété)

A	B	C	D	E	F
Parties prenantes	Domaine d'expertise / influence (intérêts/ préoccupations)	Phase/étape (p. ex., élaboration du plan stratégique de la PAC, EES, ex ante, tous)	Approche de l'engagement (p. ex. informer, consulter, collaborer)	Méthodes d'engagement (p. ex. groupe directeur, groupe de discussion, etc.)	Fréquence
Office national du changement climatique	Connaissance des enjeux et des défis environnementaux	EES Élaboration du plan stratégique de la PAC (objectifs 4, 5 et 6)	Consulter pour l'élaboration du plan stratégique de la PAC Collaborer à l'EES	Groupe de pilotage de l'EES Consultations	Tout au long du processus ex ante
Le Réseau espagnol pour le développement rural (REDR) et Le Réseau national pour le développement rural (REDER)	Représenter les 252 GAL et donc les intérêts des territoires locaux Apporter des informations sur les aspects locaux liés à l'innovation, à la compétitivité, à l'emploi, à l'environnement, etc.	PLAN STRATÉGIQUE DE LA PAC, en particulier dans l'analyse SWOT et l'analyse des besoins (tous les objectifs) Élaboration du plan stratégique de la PAC (préparation d'interventions liées au développement local)	Informar sur l'analyse de la situation et l'analyse SWOT Consulter sur l'évaluation des besoins Consulter sur la préparation d'interventions liées au développement local	Groupes de travail thématiques dans le cadre de l'élaboration du PLAN STRATÉGIQUE DE LA PAC Groupes de discussion dans l'étude ex ante Consultations	Les groupes de travail thématiques se réunissent une fois par mois tout au long du processus d'élaboration Deux groupes de discussion au cours de l'étude ex ante
L'Institut national de la recherche et de la technologie agricoles L'Institut régional de recherche et d'innovation	Connaissance de la situation et des défis de la recherche et de l'innovation Apporter des informations sur les aspects régionaux liés à l'innovation Contribuer à la réalisation de l'objectif transversal de promotion de la connaissance, de l'innovation et de la numérisation dans l'agriculture et les zones rurales	L'élaboration du PLAN STRATÉGIQUE DE LA PAC, en particulier dans l'analyse SWOT et l'analyse des besoins (en particulier l'objectif transversal) Évaluation ex ante de la cohérence interne des interventions par rapport à l'objectif transversal	Consulter dans le cadre de l'élaboration du PLAN STRATÉGIQUE de la PAC Informar les évaluateurs ex ante	Groupe de travail thématique sur la recherche, l'innovation et les TIC dans le processus d'élaboration du PLAN STRATÉGIQUE DE LA PAC Groupes de discussion dans l'étude ex ante Consultations	Les groupes de travail thématiques se réunissent une fois par mois tout au long du processus d'élaboration Deux groupes de discussion au cours de l'étude ex ante
L'Institut national de la femme et ses 10 bureaux régionaux	Connaissances, expériences et informations sur les questions de genre et d'égalité des sexes Représenter les intérêts des femmes en milieu rural Connaissance de la politique d'égalité des sexes et des défis connexes	L'élaboration du PLAN STRATÉGIQUE de la PAC, en particulier dans l'analyse SWOT et l'analyse des besoins PLAN STRATÉGIQUE DE LA PAC (prise en compte des questions de genre dans la préparation des interventions)	Consulter dans le cadre de l'élaboration du PLAN STRATÉGIQUE de la PAC Informar les évaluateurs ex ante	Groupe de travail thématique sur l'emploi, l'éducation et l'inclusion sociale (membres) Autres GTT (observateurs) Groupes de discussion dans l'étude ex ante Consultations	Les groupes de travail thématiques se réunissent une fois par mois tout au long du processus d'élaboration Deux groupes de discussion au cours de l'étude ex ante
L'Association Nationale des Jeunes Agriculteurs	Connaissance des questions liées au chômage des jeunes dans les zones rurales et d'autres questions liées à la jeunesse Représenter les intérêts des jeunes agriculteurs	L'élaboration du PLAN STRATÉGIQUE de la PAC, en particulier dans l'analyse SWOT et l'analyse des besoins Élaboration du PLAN STRATÉGIQUE DE LA PAC (Objectif 7) Ex ante	Consulter dans le cadre de l'élaboration du PLAN STRATÉGIQUE de la PAC Informar les évaluateurs ex ante	Groupe de travail thématique sur l'emploi, l'éducation et l'inclusion sociale Groupes de discussion dans l'étude ex ante Consultations	Les groupes de travail thématiques se réunissent une fois par mois tout au long du processus d'élaboration Deux groupes de discussion au cours de l'étude ex ante



Appréciation de l'évaluation des besoins, y compris l'analyse SWOT (module de travail 2) :

Après la préparation de l'évaluation ex ante, la première étape de l'évaluation ex ante consiste à apprécier l'évaluation des besoins, y compris l'analyse SWOT. Cette évaluation sera à son tour la base de la préparation des interventions et de l'ensemble de la stratégie d'intervention du Plan stratégique de la PAC. Il est donc important de veiller dès le début à ce que la base de la préparation ultérieure de la stratégie d'intervention soit claire, logique et fondée sur des preuves.

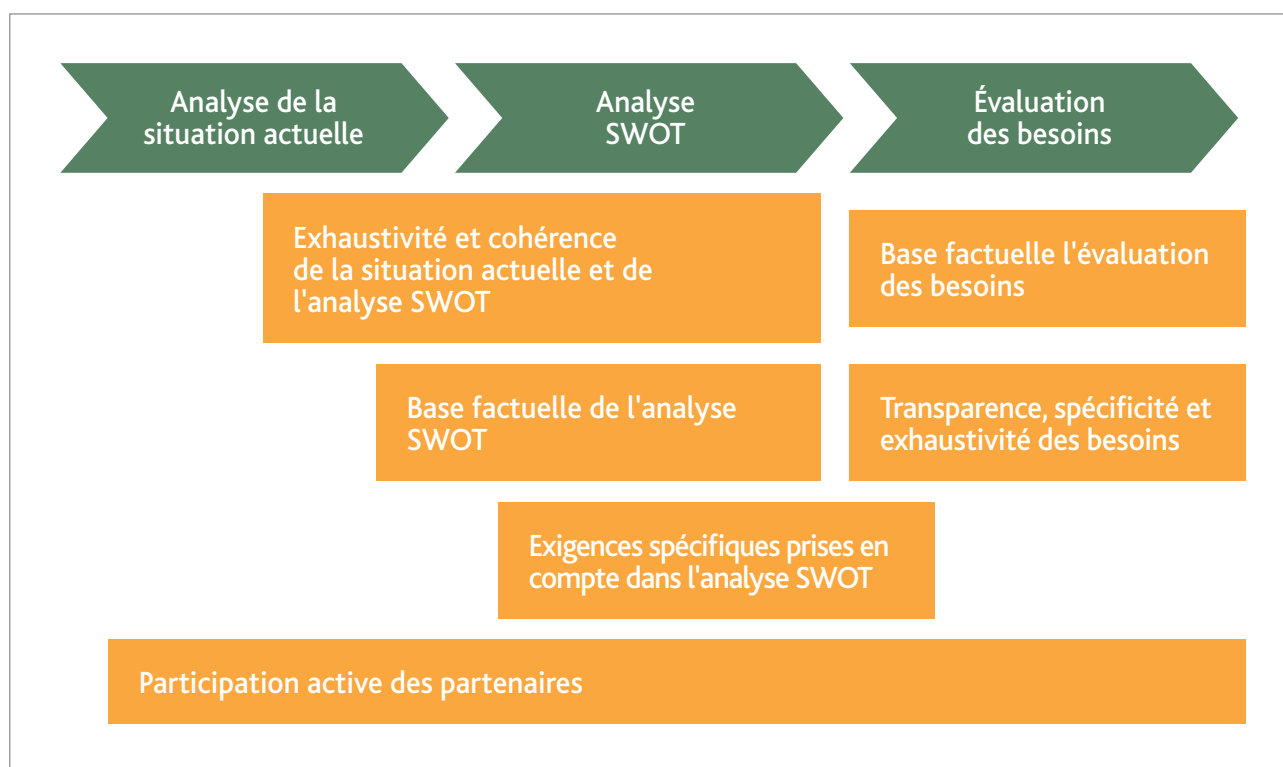
Le groupe de travail thématique a mis au point des outils qui contiennent des exemples de tableaux analytiques montrant comment enregistrer et structurer les informations pertinentes nécessaires à l'évaluation ex ante tout au long du parcours logique

allant de l'analyse de la situation actuelle à l'évaluation des besoins en passant par l'analyse SWOT.

Ces tableaux étayent l'évaluation (voir la figure 2) :

- de l'exhaustivité,
- de la mesure dans laquelle l'évaluation des besoins et de l'analyse SWOT est fondée sur des données probantes,
- des preuves,
- des exigences spécifiques qui doivent être prises en compte pour certains objectifs, et des besoins qui sont spécifiques en termes de description de contenu,
- de la transparence et de la participation des partenaires.

Figure 2: Le parcours logique de la première étape de l'évaluation ex ante



Ces tableaux peuvent servir d'outils de cartographie qui seront suivis de l'analyse proprement dite de l'information par l'évaluateur afin de tirer des conclusions et de formuler des recommandations pour l'analyse SWOT et l'évaluation des besoins.

Questions directrices pour un examen ex ante plus ciblé

Afin d'axer davantage l'évaluation ex ante sur les besoins d'évaluation spécifiques, l'autorité de gestion peut élaborer des questions évaluatives ex ante spécifiques, seule ou en coopération avec l'évaluateur. Pour soutenir ce travail, des exemples de

questions d'orientation et de critères ont été recommandés pour aider les évaluateurs ex ante des plans stratégiques de la PAC dans leur tâche d'appréciation de l'évaluation des besoins, y compris l'analyse SWOT. Les questions d'orientation peuvent aider à vérifier si l'évaluation des besoins et l'analyse SWOT sont exhaustives, complètes et cohérentes et fondées sur des éléments probants propres au territoire concerné, tout en tenant compte des enseignements tirés ainsi que des considérations de l'EES. *Les questions d'orientation proposées ne sont pas obligatoires et ne servent qu'à inspirer les autorités de gestion et les évaluateurs.*



Appréciation de la stratégie d'intervention, des valeurs cibles et des étapes clés (module de travail 3) :

Parallèlement aux modules de travail susmentionnés, une boîte à outils est en cours d'élaboration, qui se concentrera sur la deuxième étape de l'évaluation ex ante, sur l'appréciation de la stratégie d'intervention, ainsi que sur les valeurs cibles et les étapes clés du plan stratégique de la PAC.

Cette boîte à outils contiendra un ensemble supplémentaire d'exemples de questions d'orientation (y compris des critères) à l'appui de l'évaluation de la stratégie d'intervention, des valeurs cibles et des étapes clés. D'autres outils comprendront également des exemples de tableaux analytiques pour aider les évaluateurs dans diverses tâches ex ante (par exemple, l'évaluation des contributions du plan stratégique de la PAC aux objectifs spécifiques de la PAC et l'évaluation des résultats et des impacts).

Les projets d'outils du module de travail 3 (comme tous les outils susmentionnés) seront consultés avec un **organe de réflexion**. L'organe de réflexion se compose de plus de 70 membres, volontaires

du groupe d'experts sur le suivi et l'évaluation de la PAC, membres du groupe de pilotage des réseaux ruraux et autres parties prenantes de l'évaluation représentant les autorités de gestion, les organismes payeurs, les évaluateurs, les chercheurs, les organisations en réseau et la Commission européenne.

Les suggestions et commentaires des parties prenantes de l'évaluation sont recueillis conformément à une procédure écrite et sont utilisés pour affiner les documents. L'interaction permanente avec les parties prenantes de l'évaluation dans les États membres et au niveau de l'UE par l'intermédiaire de l'organe de réflexion contribue à améliorer les résultats du groupe de travail thématique et à mieux adapter les outils aux besoins des États membres. ■

1. Les législations actuelles en sont encore au stade de proposition pour le règlement relatif au plan stratégique de la PAC (COM (2018) 392 final).
2. Le champ d'application et les tâches de l'évaluation ex ante sont précisés à l'article 125 de la proposition législative de règlement relatif au plan stratégique de la PAC (COM (2018) 392 final).
3. Le contenu de ce module de travail peut faire l'objet de modifications ultérieures.

Une autre série de projets d'outils sera envoyée à l'organe de réflexion pour consultation en août 2019.

La participation à l'organe de réflexion est ouverte à toute personne intéressée par la préparation et la mise en œuvre de l'évaluation ex ante du plan stratégique de la PAC. Si vous souhaitez partager votre opinion sur les projets d'outils élaborés par le groupe de travail thématique n° 7, « Préparation de l'évaluation ex ante des plans stratégiques de la PAC », veuillez manifester votre intérêt en envoyant un courrier électronique au Helpdesk Évaluation à l'adresse info@ruralevaluation.eu ou en vous inscrivant [en ligne](#).

ÉTUDE SUR LA PAC ET LE CHANGEMENT CLIMATIQUE : LES ARGUMENTS EN FAVEUR D'UNE POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE RENFORCÉE POUR LUTTER CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE



Le 27 mai 2019, la Commission européenne a publié une étude externe visant à analyser la pertinence, l'efficacité, l'efficience, la cohérence et la valeur ajoutée de l'action de l'UE dans le domaine du climat de 24 mesures clés de la PAC requises ou rendues disponibles au titre des paiements directs, du développement rural et des règlements horizontaux. La PAC a fait de l'action en faveur du climat l'un de ses objectifs généraux en 2013, avec 30% du budget, et cette étude constitue un élément important de l'évaluation réalisée par la Commission européenne pour évaluer l'impact de la PAC.



L'action climatique comprend à la fois l'atténuation du changement climatique afin de contribuer à la réalisation des objectifs convenus au niveau international ainsi que l'adaptation au changement climatique. D'autres liens entre la bioéconomie et la PAC ont également été examinés, ainsi que les facteurs externes qui ont eu un effet sur les contributions globales de la PAC à l'action climatique.

Méthodologie

Le point de départ de l'évaluation a été l'élaboration d'une logique d'intervention permettant d'évaluer l'impact potentiel de chaque mesure sur l'action climatique. Pour les 24 mesures considérées, malgré l'absence de motivation liée au climat dans l'élaboration de certaines d'entre elles, l'étude a révélé que les 24 mesures avaient toutes le potentiel d'avoir un impact sur l'action climatique et les relations théoriques ont été testées.

Les réponses aux questions de l'étude d'évaluation étaient, en plus de la recherche documentaire et de dix études de cas nationales approfondies, basées sur un assortiment de sources, notamment :

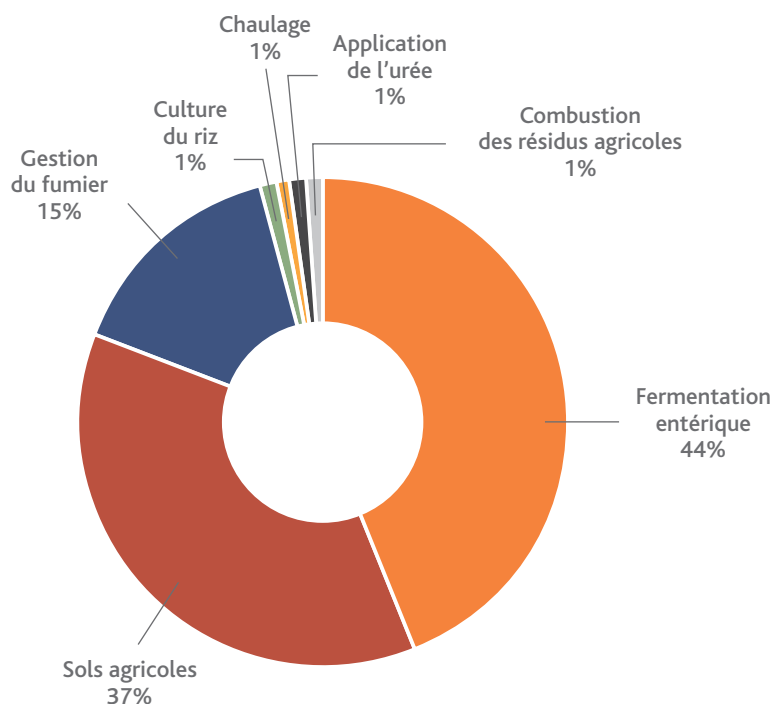
- Les données officielles provenant des systèmes de notification des États membres sur leur mise en œuvre à la Commission ;
- Les rapports annuels de mise en œuvre ;
- Le réseau d'information comptable agricole (RICA) ;
- Les données relatives aux dépenses provenant de l'exécution du budget de l'UE et des plans de financement des États membres ;
- Les facteurs d'émission utilisés pour le modèle de simulation des

incidences de la PAC sur les émissions de GES tirés d'une étude récente réalisée par la DG CLIMA.

- En outre, une enquête auprès des agriculteurs et des conseillers agricoles, ainsi que des études de cas, ont été réalisées dans dix États membres et ont été utilisées pour fournir des informations sur l'exposition aux stress climatiques et sur l'adoption des mesures de la PAC associées aux pratiques de gestion pertinentes.

Plusieurs méthodes ont été mises en place pour répondre aux questions de l'étude d'évaluation. Un modèle quantitatif a été construit et utilisé pour simuler les réductions d'émissions associées aux mesures individuelles de la PAC. Le modèle de simulation a été utilisé pour répondre aux questions de l'étude d'évaluation sur l'efficacité des mesures de la PAC pour l'atténuation des GES et leur efficacité. Pour les autres questions de l'étude d'évaluation, une analyse documentaire, une analyse statistique et des études de cas ont été utilisées pour y répondre.

Répartition des émissions agricoles par catégories



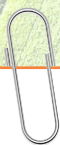
Conclusions et résultats

Les conclusions de l'étude donnent un aperçu et une évaluation de l'impact de plusieurs mesures de la PAC sur le changement climatique et les émissions de gaz à effet de serre :

- Parmi les mesures qui ont un impact positif sur les émissions, l'étude a révélé que les mesures d'[écologisation](#) dans le cadre de l'aide au revenu ont particulièrement contribué à la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) grâce au maintien de prairies permanentes et de zones favorables à la biodiversité (zones écologiques prioritaires). En utilisant un modèle de simulation, l'étude a conclu que ces mesures réduisaient les émissions agricoles de 2 % sur une base annuelle.
- Les programmes de [développement rural](#) ont également démontré qu'ils contribuaient à une réduction des émissions dans des mesures quantifiables. L'étude a conclu qu'ils ont permis de réduire les émissions de 1,5 % sur une base annuelle. En outre, selon l'étude, l'agriculture biologique [soutenue par la PAC](#) a également contribué à réduire les émissions agricoles.
- Quant au programme de [soutien couplé facultatif](#) – c'est-à-dire un soutien au revenu lié à la production pour un secteur en difficulté – il affiche des résultats plus contrastés selon les secteurs. L'étude a révélé que pour le secteur de l'élevage, ce programme entraîne une augmentation nette des émissions de GES, mais ne permet pas de les quantifier. Pour l'avenir, il est recommandé de conditionner ce soutien aux conditions d'émissions. Pour les cultures de protéagineux, le soutien couplé facultatif réduit les émissions mais n'est pour l'instant utilisé qu'à une petite échelle.
- Comme il n'est pas possible de quantifier les effets de toutes les mesures de la PAC sur le climat et les émissions de GES, l'étude a également mis en évidence des influences indirectes. Par exemple, l'aide au revenu des agriculteurs contribue à soutenir la diversité des exploitations agricoles en Europe, ce qui s'avère bénéfique pour l'environnement. Enfin, l'étude a également reconnu la valeur ajoutée de la PAC pour l'UE, ce qui a relevé le niveau d'ambition climatique des États membres. Il est recommandé aux États membres de transformer ces ambitions en objectifs dans les futurs plans de la PAC.

« Le secteur agricole et les zones rurales sont parmi les plus vulnérables aux effets du changement climatique. Il est de notre devoir de veiller à ce que nos agriculteurs soient récompensés pour le travail qu'ils accomplissent et de leur offrir les bons outils pour faire face aux effets du changement climatique. Comme le souligne cette étude, il reste encore beaucoup à faire et il faut le faire rapidement. C'est pourquoi nos propositions pour la politique agricole commune après 2020 fixent des ambitions environnementales et climatiques plus élevées, nécessaires pour relever ce défi »

*Phil Hogan,
Commissaire à l'agriculture et au développement rural*



Lire l'étude complète :

https://ec.europa.eu/agriculture/content/evaluation-cap-climate-change-and-greenhouse-gas-emissions_en

La publication du document de travail des services de la Commission, qui constitue la fin officielle de l'évaluation, est envisagée pour le T4/2019.





EvaluationWORKS! 2018

En 2018, les deux thèmes des événements annuels de renforcement des capacités du Helpdesk Évaluation, EvaluationWORKS! étaient « Évaluation des réalisations et des impacts du PDR en 2019 » et « Évaluation de LEADER/CLLD ». Vingt-cinq événements ont eu lieu de mai 2018 à février 2019, auxquelles ont participé 26 États membres.

Le Helpdesk Évaluation fournit les méthodes générales et le matériel pour les formations EvaluationWORKS!, mais chaque événement est adapté aux demandes et aux besoins individuels des États membres et réalisé par le réseau d'experts géographiques du Helpdesk Évaluation. Les participants aux activités de renforcement des capacités ont l'occasion d'avoir des discussions structurées avec les intervenants de l'évaluation pour échanger leurs opinions sur ce qui a bien fonctionné et ce qui doit être amélioré au niveau du PDR.

Les événements EvaluationWORKS! 2018 visaient à :

- **Parvenir à une compréhension commune** du processus de réponse aux QEC à inclure dans le RAMO 2019.
- **Discuter des approches d'évaluation appropriées** pour évaluer les impacts des PDR en utilisant les outils proposés dans les Lignes directrices « Évaluation des réalisations et des impacts des PDR en 2019 ».
- **Mettre les résultats des discussions en relation** avec le plan d'évaluation (du PDR et de tout PE interne, le cas échéant) et déterminer les besoins de soutien en vue de l'élaboration du RAMO 2019.

L'édition 2018 des événements EvaluationWORKS! a réuni 486 participants. Les principaux groupes de participants étaient les

autorités de gestion (41%), les évaluateurs (20%), les GAL (11%), les organismes payeurs (9%), les réseaux ruraux nationaux (4%) et les chercheurs (2%). ■

Figure 1: Nombre total de participants par rôle

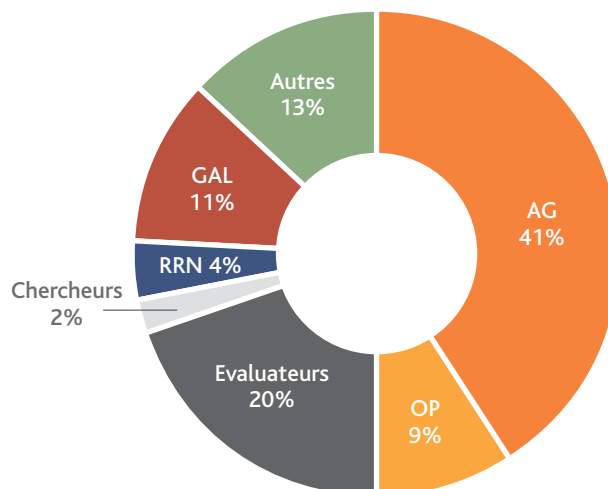
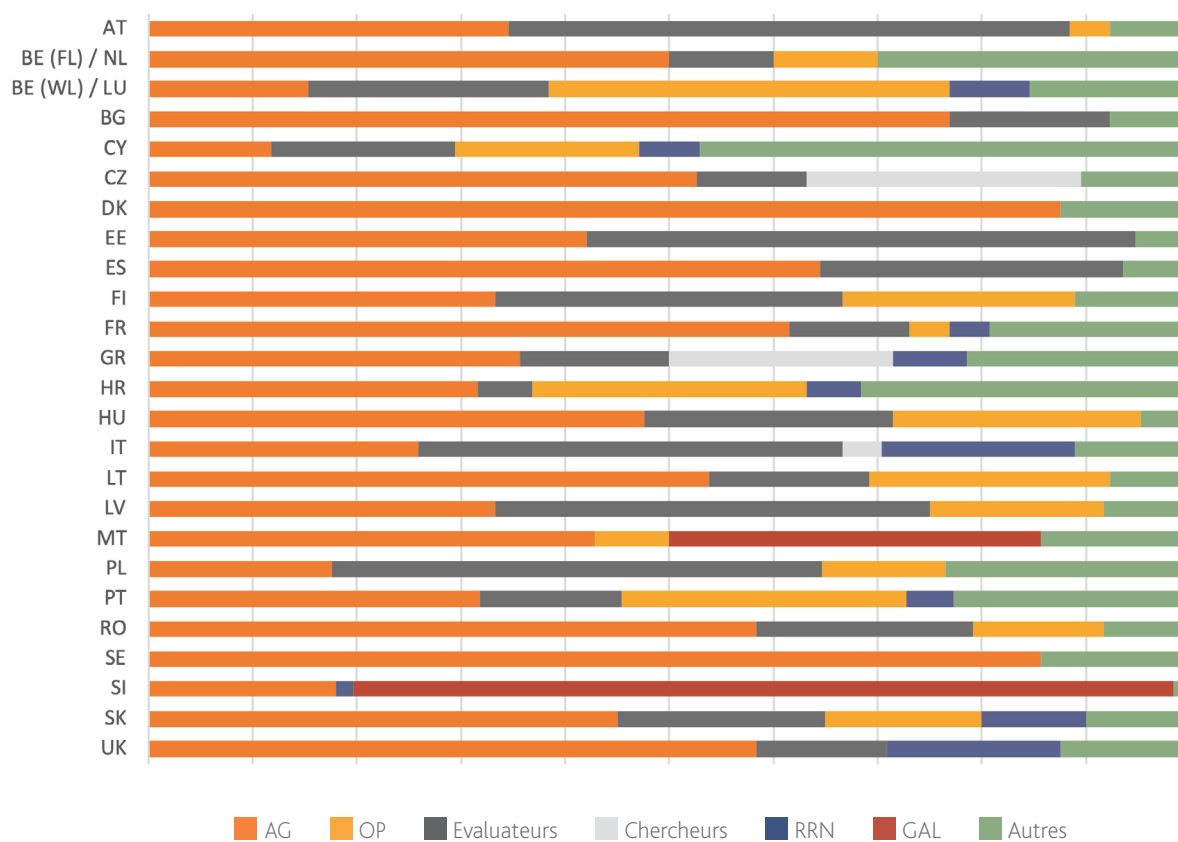




Figure 2: Participants par événement et par rôle





« Les participants à la formation étaient enthousiastes et motivés à en apprendre davantage sur la logique d'intervention et les modèles logiques de sélection des méthodes d'évaluation. La partie la plus intéressante a été l'exercice pratique avec les données du programme bulgare de développement rural »

VYARA STEFANOVA,
EXPERTE GÉOGRAPHIQUE DU HELPDESK



DATE DE L'ATELIER:
18 décembre 2018

LIEU:
Sofia, Bulgarie



Évaluation
des réalisations
et des impacts
du PDR en 2019



Taux global de
mise en œuvre du
PRD au 22 février
2018 15%



Domaines prioritaires où le taux de
mise en œuvre est le plus élevé
• DP 2A (49,79 %) • DP 5D (21,62 %)
• DP 2B (27,69 %) • DP 3A (2,95 %)
• P4 (24,92 %)

PRINCIPAUX DÉFIS RECENSÉS pour le RAMO en 2019

- Le retard dans la sélection d'évaluateurs externes ;
- Le manque ou l'insuffisance de données pour répondre au QEC.

PRINCIPALES SOLUTIONS RECENSÉES pour le RAMO en 2019

- Engagez l'évaluateur externe dès que possible ;
- Passez en revue les fiches pour les QEC et essayez de rassembler les données nécessaires ;
- Envoyez les lettres pour la collecte des données dès que possible ;
- Utiliser des approches qualitatives pour répondre aux QEC si nécessaire.
- Les actions/activités d'évaluation des impacts environnementaux de la mise en œuvre du PDR doivent être incluses dans le plan d'évaluation ;

Soutien nécessaire au niveau de l'UE :

- Des événements de renforcement des capacités en Bulgarie doivent être organisés plus fréquemment ;
- Il est recommandé que les lignes directrices complètes et leurs annexes soient traduites en bulgare.

« La formation a permis de guider les participants, membres des autorités de gestion, étape par étape dans l'exécution des tâches d'évaluation nécessaires, ce qui s'est avéré très utile pour qu'ils en comprennent la logique. Les exercices leur ont permis de réfléchir en termes pratiques et d'identifier des questions et des actions spécifiques ».

YANKA KAZAKOVA, EVALUATRICE

« J'ai finalement compris la logique des différents indicateurs et comment les mesurer et les suivre ! Je me sens beaucoup mieux armée maintenant. Si nous voulons faire ce travail correctement, nous devons préparer les lettres de demande d'information d'autres institutions le plus rapidement possible ».

LIDIA CHAKRAKCHIEVA, AUTORITÉ DE GESTION





« Les parties prenantes étaient largement représentées, avec notamment des représentants de l'autorité de gestion et des organismes payeurs, des évaluateurs,... Cela nous a permis de mettre le doigt sur plusieurs questions techniques et d'en discuter, ce qui améliorera l'évaluation des réalisations et des impacts du PDR en 2019 et ex post. »

VALDIS KUDINŠ,
EXPERT GÉOGRAPHIQUE DU HELPDESK



DATE DE L'ATELIER:

4 décembre 2018

LIEU:

Rīga, Lettonie



Évaluation des réalisations et des impacts du PDR en 2019



Taux global de mise en oeuvre du PRD au 22 février 2018 37%



Domaines prioritaires où le taux de mise en oeuvre est le plus élevé

• DP 2B 59%	• DP 5B 40%
• DP 3B 45%	• DP 5E 39%
• P 4 45%	

PRINCIPAUX DÉFIS RECENSÉS pour le RAMO en 2019

- Les évaluateurs devraient-ils utiliser les résultats des opérations achevées ou en cours pour le calcul des indicateurs de résultats complémentaires ?
- Les données de suivi provenant de la base de données des opérations ne sont pas toujours utiles à des fins d'évaluation, car les données sont remplies par les bénéficiaires et le contrôle de qualité est limité.

PRINCIPALES SOLUTIONS RECENSÉES pour le RAMO en 2019

- Conformément à l'amendement de l'article 5, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 215/2014, les évaluateurs peuvent également utiliser les informations relatives aux opérations non achevées dans le calcul des indicateurs de résultats complémentaires. Toutefois, les évaluateurs doivent indiquer si des opérations non achevées ont été utilisées pour le calcul des valeurs des indicateurs.
- Afin d'améliorer la fiabilité des informations fournies par la base de données de l'opération, d'autres discussions entre l'autorité de gestion, l'organisme payeur et les évaluateurs seront organisées.

Soutien nécessaire au niveau de l'UE :

- Il est nécessaire que les évaluateurs échangent leurs expériences sur la manière dont les résultats des évaluations sont élaborés et diffusés dans d'autres États membres.
- Les évaluateurs souhaitent en savoir plus sur les méthodes qualitatives qui peuvent être utilisées dans l'évaluation, en particulier sur la manière d'organiser les entretiens (par exemple, élaborer des questions) et d'interpréter les opinions des experts.

« Une grande quantité d'information a été fournie, ce qui est sans aucun doute utile pour toutes les parties prenantes de l'évaluation. Il a été possible de discuter de nombreuses questions en temps opportun. »

ZANE VILLERE, MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

HELPDESK
ÉVALUATION
EUROPÉEN

POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL



🌐 RÉSEAUTAGE POUR L'ÉVALUATION TEMPS FORTS

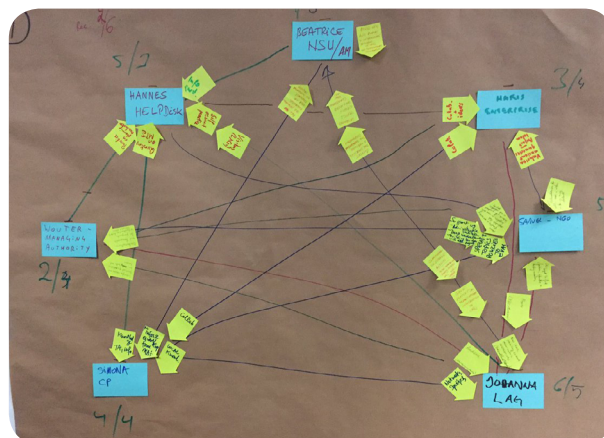
Le Helpdesk Évaluation européen pour le développement rural a facilité le volet « Réseautage pour l'évaluation » de l'événement « NetworX : Inspirer l'Europe rurale ». Le volet « Réseautage pour l'évaluation » comprenait deux séances de travail qui ont porté sur la façon dont l'évaluation peut appuyer les réseaux dans leurs activités en les aidant à atteindre leurs objectifs, ainsi que sur la façon dont les réseaux peuvent appuyer l'évaluation par le renforcement des capacités, la diffusion des conclusions et d'autres activités. Les principaux objectifs de ces sessions étaient de :

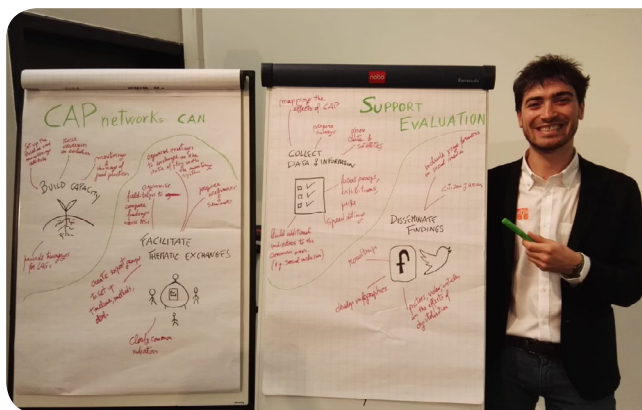
- Montrer comment l'évaluation peut jouer un rôle fondamental dans l'appréciation des résultats et des impacts des réseaux ;
- Souligner comment les réseaux soutiennent le transfert des connaissances en matière d'évaluation d'une période de programmation à l'autre ;
- Montrer des exemples de solutions pratiques et d'instruments de mise en réseau pour l'évaluation ;
- Servir de plateforme pour l'échange d'idées et de pratiques entre États membres.

Session 1 - « Comment l'évaluation peut-elle soutenir les réseaux ? Une approche d'analyse des réseaux sociaux »

L'un des buts ultimes d'un réseau est de mettre en relation des acteurs ayant des intérêts communs en vue d'atteindre des objectifs communs. Au cours de cette séance, le Helpdesk Évaluation a demandé comment l'évaluation peut jouer un rôle de soutien pour améliorer la qualité et le rendement des réseaux. Mme Elena Pisani (Chercheuse principale, Université de Padoue) a présenté l'expérience d'une évaluation d'un réseau local, le Groupe d'action locale Prealpi & Dolomiti (IT). Les participants ont ensuite été invités à mettre en pratique les concepts de base d'une analyse des réseaux sociaux afin d'élaborer des recommandations pour améliorer l'échange de pratiques entre acteurs. La séance s'est terminée par une réflexion d'ensemble sur la façon dont l'évaluation peut soutenir les réseaux.

La valeur ajoutée de l'évaluation des réseaux réside en grande partie dans la capacité d'identifier les besoins spécifiques des acteurs concernés et d'y répondre. Par exemple, Mme Elena Pisani a expliqué comment l'évaluation du capital social généré par le Groupe d'action locale Prealpi & Dolomiti a pu montrer la valeur ajoutée générée par LEADER/CLLD (développement local mené par les acteurs locaux) au niveau local, ainsi que proposer des actions concrètes pour obtenir de meilleurs résultats avec la stratégie CLLD. Dans sa présentation, Mme Elena Pisani a souligné que « LEADER/CLLD peut accroître le capital social parmi les acteurs locaux, et enfin l'évaluation peut le mesurer en termes d'amélioration du processus décisionnel, de confiance et de réciprocité entre les acteurs ». Différentes méthodes peuvent être appliquées pour évaluer les réseaux et l'analyse des réseaux sociaux n'en est qu'un exemple. Son application a permis aux participants de visualiser et d'analyser des réseaux simulés et de proposer des recommandations pour faciliter l'échange de pratiques entre acteurs. Les participants ont également souligné que la narration d'histoires est une méthode très efficace pour étudier et communiquer les effets des réseaux.





Séance 2 - « Anticiper : Comment les réseaux peuvent-ils soutenir l'évaluation ? »

Au cours de la période de programmation actuelle, les réseaux ruraux nationaux ont soutenu l'évaluation des PDR sous diverses formes (par exemple, en organisant des échanges thématiques et analytiques, en collectant des informations pour les évaluations, en organisant des formations et autres activités de renforcement des capacités pour l'évaluation et en collectant et diffusant les résultats des évaluations). En 2021-2027, les réseaux de la PAC joueront également un rôle important dans l'évaluation des plans stratégiques de la PAC dans les États membres. Pour cette raison, le Helpdesk Évaluation a facilité l'échange d'expériences actuelles entre les participants à la conférence et a recueilli, en collaboration avec les participants, des idées sur la façon dont les réseaux peuvent appuyer l'évaluation à l'avenir. En outre, cette session visait à mieux comprendre le rôle des réseaux dans le transfert des connaissances en matière d'évaluation entre les périodes de programmation.

Au début de la session, les participants ont pris connaissance de cinq exemples choisis (Allemagne, Estonie, France, Lettonie et Pologne) de la manière dont les RRN ont soutenu l'évaluation au cours de la période de programmation actuelle. Au cours de l'exercice interactif « Talking Wall », les participants ont partagé leurs expériences et ajouté d'autres exemples : (par exemple, élaboration de lignes directrices pour l'auto-évaluation des GAL (ES-Catalunia), élaboration d'une boîte à outils pour l'évaluation (Belgique), organisation de formations en évaluation pour les administrations (Royaume-Uni), organisation de réunions régulières sur des questions spécifiques d'évaluation (Italie), et partage des exemples en utilisant une plate-forme internet (Lituanie)).

Dans la perspective de réseaux soutenant l'évaluation au cours de la prochaine période de programmation, les participants ont cerné quelques idées en abordant les défis liés à l'évaluation de l'État membre imaginaire « EvaluLand » (par exemple, améliorer la capacité d'évaluation des parties prenantes concernées, identifier les besoins en évaluation, et comprendre le nouveau cadre de suivi et d'évaluation des performances (CSEP)). Les idées proposées ont confirmé que les réseaux de la PAC peuvent jouer un rôle important dans le soutien à l'évaluation au cours de la prochaine période de programmation, par exemple en organisant des activités de renforcement des capacités (séminaires et webinaires) pour sensibiliser les parties prenantes à l'évaluation, en créant et animant des groupes d'experts sur certains thèmes d'évaluation, en collectant des données relatives à l'évaluation par divers moyens (enquêtes, groupes de réflexion, expositions, concours) et en diffusant les résultats des évaluations avec le concours de médias sociaux, de tournées, de documents infographiques et de jurys citoyens, par exemple. ■

Nous devons savoir comment les réseaux effectuent leurs évaluations. Nous devons ensuite partager de bons exemples et la façon dont ils envisagent les résultats. Tirons les leçons de EvaluationWORKS!

Teemu Hauhia (Réseau rural finlandais)



Retrouvez tous les rapports des volets thématiques de « NetworX » sur le site web du REDR :

https://enrd.ec.europa.eu/news-events/events/networx-inspiring-rural-europe_en

HELPDESK
ÉVALUATION
EUROPÉEN

POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL





DIXIEME ATELIER SUR LES BONNES PRATIQUES – BRUXELLES : SE PREPARER A L'EVALUATION EX ANTE DU PLAN STRATEGIQUE DE LA PAC

Le dixième atelier sur les bonnes pratiques, intitulé « Se préparer à l'évaluation ex ante du plan stratégique de la PAC », a eu lieu à Bruxelles le 21 mars 2019. Cet atelier sur les bonnes pratiques a rassemblé 84 participants de 26 États membres, dont des autorités de gestion des PDR, des évaluateurs, des représentants de l'UE (par exemple de la Commission européenne, du Helpdesk Évaluation du REDR), des chercheurs, des réseaux ruraux nationaux et d'autres acteurs. Il s'est concentré en particulier sur les questions clés et les enseignements tirés de la réalisation de l'évaluation ex ante en 2014-2020 et de la préparation de l'évaluation ex ante post-2020.

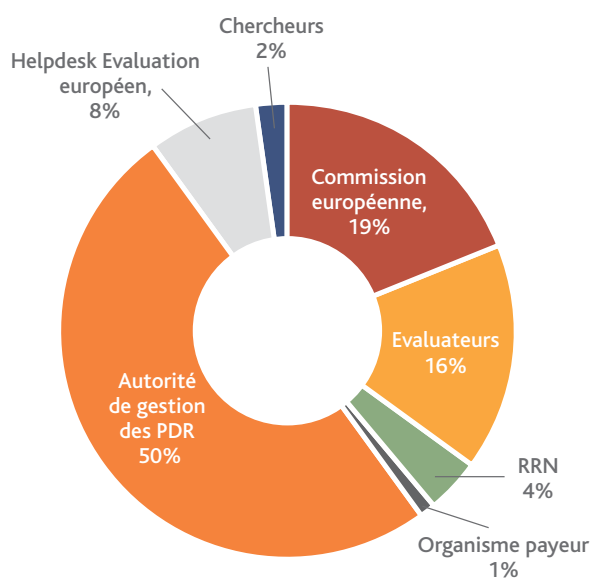
L'objectif primordial de l'atelier était de sensibiliser les participants à l'élaboration de politiques fondées sur des données factuelles en recensant et en examinant les bonnes pratiques en matière d'évaluation ex ante. Plus précisément, il visait à fournir un forum de discussion et d'apprentissage sur les expériences d'évaluation ex ante acquises au cours de l'actuelle période de programmation 2014-2020 et à échanger de bonnes pratiques sur les expériences et les résultats des évaluations en vue de la préparation de la prochaine période de programmation. En outre, il visait à identifier les défis et les besoins pour la préparation de l'évaluation ex ante du plan stratégique de la PAC et à élaborer

des suggestions et des conseils pour aider les autorités de gestion et les évaluateurs dans leurs activités d'évaluation ex ante.

Les présentations de la Commission européenne ont fixé le cadre par rapport au contexte législatif et aux nouveaux éléments politiques qui détermineront la portée et le contenu des évaluations ex ante des plans stratégiques de la PAC. Des études de cas de sept États membres (République tchèque, Finlande, Allemagne, Italie, Lettonie, Espagne et Suède) ont fourni des indications sur la préparation des évaluations ex ante de la période de programmation actuelle et de la nouvelle période. ■



Nombre de participants par rôle et par état membre



Expériences passées et actuelles

'Le résultat le plus important de l'évaluation ex ante n'est pas le rapport d'évaluation final, mais le processus lui-même. Une définition claire des objectifs finaux est un facteur clé pour la réussite de ce processus.'
Maria Coto, Evaluatrice, Espagne

'L'un des principaux défis de la prochaine période de programmation est de fournir une analyse SWOT et une évaluation des besoins uniques qui équilibrent le niveau d'abstraction requis au niveau national avec des références concrètes aux spécificités régionales.'
Dirk Schubert, MEN-D, Allemagne

L'examen des études de cas a permis de dégager un certain nombre de messages clés à l'intention des parties prenantes de l'évaluation.

Les objectifs de l'évaluation ex ante doivent être clarifiés et partagés dès le début et les ressources prévues en conséquence afin d'atteindre ces objectifs.

Les objectifs de l'évaluation ex ante sont définis par l'autorité de gestion dans le cahier des charges et constituent le fondement de l'ensemble du processus.

Ils doivent être compris et partagés entre les équipes de programmation et d'évaluation par le biais d'un dialogue ciblé.

Des ressources adéquates doivent être consacrées à l'évaluation ex ante et prévoir des équipes mixtes (internes/externes, évaluateurs/autorités de gestion, experts thématiques/politiques), y compris, si nécessaire, le renforcement des capacités des autorités de gestion/des organismes payeurs/responsables politiques.

L'interaction et la coordination continues entre les évaluateurs, les décideurs politiques et les autres parties prenantes concernées tout au long du processus d'évaluation ex ante sont un facteur clé de succès.

Si l'évaluation ex ante est organisée comme un processus itératif dès le début, elle peut donner de meilleurs résultats.

Au stade de l'appel d'offres, il est essentiel d'assurer la coopération entre les services et ministères compétents.

Au stade de l'analyse SWOT, il faut assurer la coordination entre ceux qui élaborent l'analyse SWOT et ceux qui rédigent le cahier des charges pour l'analyse ex ante.

Tout au long du processus d'évaluation, il faut assurer une coopération étroite entre les équipes d'évaluation ex ante/EES et de programmation.

Une préparation solide de l'évaluation ex ante nécessite la participation dès le départ d'équipes d'évaluation compétentes et expérimentées.

Les activités de programmation bénéficient de la mémoire institutionnelle qui est alimentée par l'évaluation ex ante (et par les évaluations antérieures) pour éclairer l'élaboration des politiques fondées sur des données probantes.

Du point de vue de l'évaluation, une approche souple est nécessaire pour s'adapter aux circonstances nouvelles et changeantes (législatives et procédurales), tandis qu'une bonne connaissance de l'élaboration des politiques communautaires et nationales complète l'évaluation et l'expertise thématique (par exemple, environnementale).

Ces connaissances et cette expertise doivent être disponibles dès les premières étapes (appréciation de l'analyse SWOT, évaluation des besoins).

L'appréciation de l'analyse SWOT est une étape critique de l'évaluation ex ante, car elle constitue une base solide pour le plan stratégique de la PAC.

L'analyse SWOT est le point de départ de la participation des parties prenantes à l'élaboration du plan stratégique de la PAC, par exemple en créant des groupes de pilotage multipartites.

Un soutien organisationnel et méthodologique peut être utile pour établir des éléments/approches communs afin de faciliter l'élaboration et l'appréciation ultérieure de l'évaluation des besoins et de l'analyse SWOT en tenant compte des spécificités régionales ainsi que des spécificités des piliers I et II.



Atelier sur les bonnes pratiques - Bruxelles



La préparation de l'évaluation ex ante

- Définir des objectifs clairs et précis de l'évaluation ex ante et les inclure dans le cahier des charges.
- Définir des mécanismes de coordination entre les autorités de gestion, les organismes payeurs, les ministères concernés, les évaluateurs et les autres parties prenantes concernées.
- Définir les ressources et prévoir des équipes d'évaluation conjointes couvrant les deux piliers avec des évaluateurs qualifiés dont les connaissances couvrent tous les thèmes pertinents.
- Définir un calendrier pour la production d'un rapport d'évaluation ex ante coordonné couvrant de manière approfondie les deux piliers.



Approche méthodologique de l'évaluation ex ante

- Mettre l'accent sur l'évaluation des liens évidents et logiques entre les objectifs, les interventions et les indicateurs spécifiques et entre les interventions, les résultats et les impacts.
- Élaborer des questions évaluatives si nécessaire pour l'évaluation ex ante à un stade précoce.
- Veiller à ce que les indicateurs reposent sur des données probantes solides, y compris des données provenant de bases de données communes afin de combler les éventuelles lacunes dans les données.



Élaboration des cahiers des charges pour une évaluation ex ante rigoureuse

- S'appuyer sur les expériences passées, car il existe un large éventail d'expériences en matière d'appels d'offres des périodes précédentes et intégrer des expériences similaires issues du premier pilier.
- Un bon équilibre entre les critères de sélection, le budget et le calendrier est important.
- Intégrer l'EES dans l'évaluation ex ante et souligner le rôle primordial de l'évaluation ex ante contenant précisément les résultats de l'EES.
- Veiller à disposer des compétences et des méthodes de travail pertinentes, y compris l'expertise dans tous les aspects couverts par l'évaluation ex ante (notamment les compétences en matière d'évaluation, la connaissance des politiques et du premier pilier, les instruments financiers et l'expertise environnementale).
- Garder une certaine souplesse dans la planification du processus d'évaluation et de dissémination des résultats pour certaines parties bien définies.

Les résultats des études de cas, des discussions et des travaux de groupe ont permis de rassembler les questions et les défis auxquels sont confrontés les États membres pour préparer l'évaluation ex ante et ont abouti à une série de suggestions pratiques pour traiter ces questions.



Mettre l'évaluation ex ante et l'EES en relation avec le processus de programmation

- Mettre en place un comité de pilotage unique comprenant toutes les parties prenantes concernées et qui traite tous les aspects (EES, ex ante).
- Établir un calendrier commun et fonctionnel, permettant d'inclure en permanence les recommandations ex ante et EES dans le plan stratégique de la PAC (plutôt qu'en fin de processus).
- Définir clairement les données les plus pertinentes à utiliser dans l'analyse SWOT pour faciliter les processus ex ante et EES.



Réussir l'évaluation ex ante dans un contexte multi-acteurs et multi-niveaux

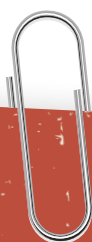
- Commencer l'évaluation ex ante le plus tôt possible, car il faut beaucoup de temps pour organiser la participation de plusieurs acteurs.
- Impliquer les parties prenantes d'une part à travers un groupe de pilotage national/central pour obtenir la contribution des régions dans les pays multirégionaux (approche ascendante) et, d'autre part, par le biais d'objectifs spécifiques de la PAC.



L'évaluation de l'analyse SWOT et l'évaluation des besoins

- L'évaluation de l'analyse SWOT et l'évaluation des besoins doivent se concentrer sur la question de savoir si les spécificités régionales et sectorielles ont été prises en compte.
- L'évaluation ex ante de la hiérarchisation ou du classement des besoins doit porter sur les méthodes utilisées (par exemple, l'utilisation de matrices croisant plusieurs éléments).
- L'évaluation ex ante visant à établir un classement des besoins fondé sur des données probantes.
- L'évaluation de l'analyse SWOT est un processus itératif et, à cette fin, une liste de questions d'orientation pourrait être utile pour les évaluateurs et les autorités de gestion.





RETOUR AUX FONDAMENTAUX : L'EVALUATION EX ANTE EN TANT QUE PROCESSUS INTERACTIF ET PARTICIPATIF

L'expérience a montré qu'un processus d'évaluation ex ante participatif accroît l'appropriation et l'acceptation des résultats par les parties prenantes concernées et contribue à améliorer les capacités d'évaluation. Cet objectif peut être atteint grâce à l'intégration de l'expertise et des points de vue de toutes les parties prenantes concernées, en assurant l'interaction et l'apprentissage mutuel à tous les stades de l'évaluation ex ante et de l'évaluation environnementale stratégique (EES).

Comprendre qui fait quoi pendant le processus de l'évaluation ex ante et de l'EES ?

Les rôles et responsabilités des parties prenantes dans le processus d'évaluation ex ante et de l'EES doivent être clairement définis et discutés. Toutes les parties doivent connaître leurs rôles et responsabilités dès le début du processus.

Graphique : Liste de contrôle des parties prenantes : rôles et responsabilités



Points à garder à l'esprit

SUGGESTIONS



Lancer les processus ex ante et EES le plus tôt possible

- Il faut beaucoup de temps pour organiser la participation de plusieurs acteurs.
- Les acteurs de l'EES doivent participer dès l'étape de délimitation du champ de l'évaluation.



Établir un groupe de pilotage national/central

- Pour obtenir l'avis de différent(e)s acteurs/régions en fonction des objectifs spécifiques de la PAC.



S'assurer que l'évaluation ex ante est un processus itératif et coopératif

- Coopération entre les services et ministères concernés pendant la procédure d'appel d'offres.
- Interaction entre l'autorité de gestion et les évaluateurs/experts EES pour comprendre les objectifs, les besoins et partager les résultats



Une approche d'évaluation participative est adoptée avec toutes les parties prenantes

- Pour mieux intégrer le plan stratégique de la PAC par rapport aux points de vue des partenaires environnementaux, économiques et sociaux.



L'évaluation ex ante adopte une approche d'autonomisation

- Pour améliorer la capacité des parties prenantes de planifier, de mettre en œuvre et d'évaluer le plan stratégique de la PAC.

Pourquoi ?

Planifier la participation des parties prenantes au processus ex ante et à l'EES

Il est essentiel de planifier la participation des parties prenantes, y compris la phase/étape à laquelle leur participation est requise, la nature de leur participation (engagement), la façon dont elles s'engagent (méthodes d'engagement) et la fréquence de leur(s) contribution(s).

Pour en savoir plus sur la façon de planifier la participation des parties prenantes :

[OUTIL 1.4 – LISTE DE VÉRIFICATION DE LA CARTOGRAPHIE DES INTERVENANTS](#)



CALENDRIER DES ÉVÉNEMENTS PASSÉS ET À VENIR

- **BE – 21 mars 2019 – Préparation de l'évaluation ex ante du plan stratégique de la PAC :**
organisé par le Helpdesk Évaluation. Cet atelier sur les bonnes pratiques a permis aux autorités de gestion, aux organismes payeurs, aux fournisseurs de données et aux évaluateurs de discuter des différentes approches, enjeux et solutions liés à la préparation de l'évaluation ex ante du plan stratégique de la PAC.
[Pour en savoir plus >>>](#)
- **BE – 11-12 avril 2019 – NetworX – Inspirer l'Europe rurale :**
« NetworX » vise à reconnaître la valeur de la mise en réseau pour le développement rural, à démontrer les résultats des dix dernières années de mise en réseau rurale et à envisager son avenir de manière proactive.
[Pour en savoir plus >>>](#)
- **DE – 11-13 septembre 2019 – Évaluation et durabilité :**
Cet événement est organisé par la société allemande d'évaluation DeGeval.
[Pour en savoir plus >>>](#)
- **CZ – 30 septembre – 4 octobre 2019 – Évaluation pour un changement transformateur: amener les expériences de l'hémisphère sud vers l'hémisphère nord:**
Cet événement est organisé par IDEAS.
[Pour en savoir plus >>>](#)
- **SE – 2-4 octobre 2019 – SVUF :**
Cet événement est organisé par l'Association suédoise d'évaluation.
[Pour en savoir plus >>>](#)
- **BE – A confirmer 2019 – 19^e Groupe d'experts pour le suivi et l'évaluation de la PAC :** [Pour en savoir plus >>>](#)
- **BE – 03 octobre 2019 - 18^e Groupe d'experts pour le suivi et l'évaluation de la PAC :** [Pour en savoir plus >>>](#)
- **IT – 15-16 octobre 2019 - Workshop sur les Bonnes Pratiques "Évaluation de la stratégie d'intervention" :**
[Pour en savoir plus >>>](#)
- **BE – 21 octobre 2019 – 12^e Groupe de pilotage des réseaux ruraux :** [Pour en savoir plus >>>](#)
- **BE – 16 décembre 2019 – 6^e Assemblée des réseaux ruraux :** [Pour en savoir plus >>>](#)


**Que se passe-t-il dans
VOTRE État membre ?**

Partager les événements en rapport
avec l'évaluation en envoyant un
courriel électronique à
info@ruralevaluation.eu

Le Helpdesk Évaluation travaille sous la supervision de l'Unité C4 (Suivi et Évaluation)
de la direction générale de l'agriculture et du développement rural de la Commission européenne.

*Le contenu de cette lettre d'information ne reflète pas nécessairement
le point de vue officiel de la Commission européenne.*

Helpdesk Évaluation européen pour le développement rural

BE-1040 Bruxelles, Boulevard Saint Michel 77-79 (Métro Montgomery/Thieffry) • **E-mail:** info@ruralevaluation.eu

Site web: <http://enrd.ec.europa.eu/evaluation/> • **Tél.** +32 2 737 51 30

Équipe éditoriale: Valérie Dumont, Myles O. Stiffler, Hannes Wimmer • **Graphisme:** Karott' SA

Collaborateurs: Giulia Bekk, Joanna Kiszko, Valdis Kudins, Marili Parissaki, Myles O. Stiffler, Hannes Wimmer

